



BURKINA WEST AFRICAN REGION

RAPPORT DE L'ATELIER POST DOHA ET CONSULTATIF DE LA SOCIETE CIVILE POUR LE POST 2015

Thème : La durabilité environnementale à mettre au centre du processus de réflexion pour le post 2015.

12 et 13 Mars 2013, Centre national des Archives, Ouagadougou



INTRODUCTION

RAPPEL DU CONTEXTE

La déclaration du millénaire faite en 2000 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui en découlent ont été fixés pour être atteints en 2015.

Au cours du bilan à mi-parcours de 2010 il est ressorti des progrès mais aussi des insuffisances et surtout une faible implication de l'ensemble des acteurs (OSC, privé).

Plusieurs initiatives ont été prises pour accélérer la réalisation des OMD notamment le renforcement de la planification et la mobilisation des ressources.

Un plan d'action prévoit aussi la préparation de l'après 2015, une initiative du Secrétaire Général de l'ONU sur le post 2015 mandatée par le Sommet de 2010 sur les OMD

L'initiative de 2010 a été renforcée par la conférence de Rio+20 qui a reconnu la notion d'objectifs de développement durable et a lancé un processus de définition de ces objectifs en vue d'une intégration dans l'agenda des Nations unies pour le développement après 2015.

Pour alimenter la réflexion du groupe de travail sur l'après 2015, un processus de consultations a été lancé avec pour objectif de donner l'opportunité à la société civile, aux jeunes et au secteur privé de contribuer à la réflexion sur des thèmes importants pour le nouvel agenda de développement. Et spécifiquement, stimuler un débat inclusif sur l'agenda post-2015 pour le développement afin de proposer des objectifs de développement plus consensuels, susciter la contribution de l'ensemble de la population aux réflexions pour une vision globale souhaitée du futur.

Les consultations nationales se veulent particulièrement participatives où chaque acteur de développement pourra se prononcer et apporter sa contribution à la mise en place du prochain cadre de développement.

C'est pour appuyer cet effort des Nations Unies et du Gouvernement que la société civile du Burkina, active pour le développement en général et surtout sur les questions d'environnement sous le leadership de Women Environmental Programme Burkina, avec l'appui de son partenaire Christian Aid a organisé un atelier pour offrir la plus grande contribution possible à ces consultations nationales.

Le présent rapport est élaboré pour rendre compte de cet atelier qui a été présidé par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et a vu la participation de représentants d'organisations de la société civile du Mali, du Niger du Sénégal du Burkina partenaires et non de Christian Aid.

RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ATELIER

La question de l'environnement a été le centre d'intérêt de l'atelier qui avait pour but de partager les résultats de la 18^{ème} Conférence des Parties tenues à Doha au Qatar mais surtout de préparer la contribution de la société civile aux consultations nationales pour l'après 2015 (OMD).

DEROULEMENT DE L'ATELIER

I. PREMIERE JOURNEE

I.1 DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions.

D'abord, Mme la présidente de WEP/BF a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a invité la société civile en particulier et les autres acteurs à prendre en compte les insuffisances des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) pour élaborer un agenda post 2015 avec des objectifs consensuels et pertinents de développement. Selon elle, l'absence ou la non implication de la société civile lors de la conception des OMD pouvait expliquer en partie la difficulté d'atteinte des OMD en 2015.

Ensuite, Mme KABRE de CHRISTIAN AID dont la structure a permis la tenue de cet atelier, a énuméré les appuis pour le renforcement des capacités de la société civile de CHRISTIAN AID dans le cadre de la mise en œuvre des OMD 1,4 et 7.

Enfin, avant de procéder à l'ouverture officielle de l'atelier, Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable s'est réjoui de pouvoir parrainer la cérémonie. Il a fait remarquer que les bilans à mis parcours 2010-2011 des OMD font ressortir des insuffisances notamment les préoccupations relatives à la désertification et à la dégradation des terres. Il a aussi déploré la faible implication de la société civile et du privé dans la mise en œuvre des OMD et la faible appropriation des thématiques de ces OMD par les populations, les exécutifs et le secteur privé. C'est pourquoi il a salué la tenue de cet atelier qui est un cadre qui réunit les acteurs de l'environnement, des praticiens qui luttent au quotidien aux côtés des communautés de base pour relever les nombreux défis environnementaux.

I.2 DES COMMUNICATIONS

Après l'ouverture de l'atelier, la première communication a été faite par madame LIEHOUN du Secrétariat Permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (SP/CONEDD) et visait à répondre à la question suivante : **Quelle était la demande africaine à Doha et qu'est-il arrivé ?** Au cours de cette communication elle a présenté les grandes questions qui étaient en débat et la position du groupe Africain de négociateurs lors de cette conférence. Elle a relevé la vive opposition qui a marqué ces négociations entre pays développés pollueurs et pays en développement. Cette opposition qui a fait piétiner les négociations a eu un impact négatif sur les résultats.

Une deuxième communication toujours de madame LIEHOUN a fait **le bilan de la participation du Burkina Faso à la COP 18**. Au cours de son exposé, elle a présenté le cadre et le processus des négociations, l'organisation du Burkina Faso au sein du groupe Africain, le schéma de la conférence, les résultats des travaux et les perspectives pour le Burkina Faso. Les débats qui ont suivi ces communications ont permis à certains de faire des contributions très utiles, à d'autres de poser des questions dont les réponses ont été profitables à tous.

Une troisième communication portant sur la **participation de la société civile à la COP 18** a été présentée par madame SEGDA, présidente de WEP/BF. Au cours son exposé elle a montré la participation de la société civile à des groupes de travail, à des plénières, et leur plaidoyer à travers des conférences de presse, et la publication de déclarations lors de la COP 18. Les échanges qui ont suivi cette présentation ont permis de relever le manque d'organisation et de cohésion de la société civile qui se manifeste par la faible participation

de ladite société civile à cet atelier. Ensuite, madame SEGDA a fait une lecture commentée de la déclaration de Nairobi, une déclaration issue d'un atelier continental organisé au mois de Février par l'Alliance Panafricaine pour la Justice climatique (PACJA) et a invité les participants à s'en inspirer pour faire une déclaration de Ouagadougou à la fin de l'atelier.

La quatrième communication est toujours de madame SEGDA et est relative **aux finances du climat et le Fond Vert Climat**. Cet exposé a permis aux participants de découvrir le Fonds Vert Climat et de se rendre compte que ce fonds, annoncé pour la première fois à la 15^{ème} COP de Copenhague n'est encore qu'une coquille vide car très peu de promesse financière est faite.

Le premier jour de l'atelier s'est terminé par un panel lors duquel des représentants de la société civile du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso et du Niger ont présenté leurs expériences dans l'accompagnement des communautés de base afin de tirer partie de leurs ressources tout en préservant l'environnement.

II. DEUXIEME JOURNEE

II. 1 DES COMMUNICATIONS

Madame DIALLO de ENDA/TIERS-MONDE du Sénégal a fait la première communication de la deuxième journée qui est relative à **la tenure foncière au Sénégal**. Cette communication a fait ressortir une disparité entre l'homme et la femme dans l'accès à la terre aussi bien en milieu périurbain qu'en zone rurale et un accaparement des terres par des intérêts privés au détriment des populations locales au Sénégal. Des contributions des deux autres participants du Sénégal sont venues étayer la communication de madame DIALLO. Des échanges qui ont fait suite à la communication, on retiendra que la situation de la tenure foncière au Sénégal est pratiquement la même dans les autres pays.

Monsieur Kouka OUEDRAOGO du SP/CONEDD a animé la seconde communication de la journée dont le thème est **durabilité environnementale et place du changement climatique dans le post 2015**. Au cours de sa communication, M. OUEDRAOGO a fait des rappels utiles sur la notion de développement durable, sur les changements climatiques, sur les OMD et en particulier l'OMD 7 (assurer un environnement durable). Il a ensuite fait une évaluation des changements climatiques dans les OMD avant de montrer la nécessité de prendre en compte les effets du changement climatique dans le processus du dialogue post 2015. Cette communication a suscité beaucoup d'interrogations de la part des participants en particulier s'il existe un mécanisme de financement national sur les changements climatiques, s'il existe des modèles de produire/consommer différemment au Burkina, s'il existe des moyens d'évaluation des changements climatiques au Burkina, s'il existe au Burkina une fiscalité environnementale relative aux sociétés minières. A toutes ces questions M. OUEDRAOGO a répondu par l'affirmative sauf en ce qui concerne la fiscalité environnementale qui n'est pas encore une réalité car pour l'instant seules les études d'impact environnemental (EIE) constituent des obligations pour les sept sociétés minières que compte le pays mais la relecture du code minier courant 2013 devrait prendre en compte cette préoccupation.

La troisième communication du jour faite par M. Aboubacar SAWADOGO est **un rapport de la mise en œuvre des OMD au Burkina Faso**. Ce rapport chiffré fait ressortir que des progrès satisfaisants ont été réalisés en ce qui concerne certaines composantes des OMD 1, 2, 6 et 7 à savoir la réduction sensible du taux de population vivant sous le seuil de

pauvreté, la hausse du taux de scolarisation au primaire, la baisse du taux d'infection VIH/SIDA et l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Par contre des composantes des OMD 1, 2, 3 et 4 enregistrent des progrès non satisfaisants en particulier la réduction de l'extrême pauvreté, la disparité entre sexes pour l'alphabétisation, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme etc. Les changements climatiques, les crises énergétique et alimentaire et les crises financière et économique ont été dans bien de cas des facteurs limitant dans l'atteinte des OMD. Les conclusions de ce rapport mettent en évidence les efforts que le gouvernement, le privé et la société civile doivent faire pour la réalisation des OMD.

II. 2 CONSULTATION DE LA SOCIETE CIVILE POUR LE POST 2015

Enfin l'ensemble des participants à l'atelier a fait l'objet d'une consultation à travers un questionnaire de dix huit questions dont les résultats sont en annexe. A la fin de l'atelier, les participants ont adopté une déclaration dite Déclaration de Ouagadougou annexée au présent rapport.

CONCLUSION

Réunie à Ouagadougou les 12 et 13 mars 2013, une quarantaine de représentants d'organisations de la société civile du Burkina ainsi que des organisations partenaires de Christian Aid Sahel venant du Mali, du Niger et du Sénégal avec l'assistance technique du SP CONEDD et du PACJA ont fait le bilan de la participation des quatre pays partenaires de Christian Aid à la COP 18, et ont partagé les grandes décisions de Doha. Ils ont en outre, après avoir pris connaissance du processus de consultation pour l'agenda de développement post 2015, apporté leur contribution à l'élaboration du future cadre de développement.

L'atelier régional a été bien apprécié aussi bien par les autorités, les consultants du PNUD que par les participants. Selon bon nombre de ces derniers ils en sont sortis édifiés et se sont tous engagés à s'impliquer dans les futures actions de plaidoyer pour la défense et la protection de l'environnement.

ANNEXES

ANNEXE1. PROGRAMME DE L'ATELIER

HORAIRES	ACTIVITES PREVUES	RESPONSABLE DE L'ACTIVITE
JOUR 1 : 12 MARS : Modérateur : Pierre GUIGMA		
08 h 00 – 08 h 30	Enregistrement des participants	Organisateurs
08 h 30 - 09 h 00	<ul style="list-style-type: none"> - Discours d'ouverture de l'atelier - Présentation des objectifs et résultats attendus de l'atelier 	MEDD PACJA (WEP BF) – CHRISTIAN AID
09 h 00 – 09 h 20	Pause-café	Organisateurs
09 h 20 -10 h 20	Analyse Post-Doha Quelle était la demande africaine pour Doha? Qu'est il arrivé et quelles en sont les implications pour l'Afrique?	Mme Christine LIEHOUN SP /CONNED
10 h 20 – 11 h 20	Participation du Burkina Faso à la COP 18, bilan et perspectives (suivi de discussions)	Mme Christine LIEHOUN SP /CONNED
11 h 20 - 13 h 20	Participation de la société civile à la COP 18; points de vue, perspectives, marche à suivre (<i>discussions</i>) Partage et réflexions sur la déclaration de Nairobi du PACJA	Zenabou SEGDA PACJA (WEP BF) Modérateur
13 h 20 – 14 h 30	Pause-déjeuner	Organisateurs
14 h 30 - 15 h 30	La coquille vide des finances du climat (FCV, Fast start finance) et les actions possible en tant que société civile africaine	Zenabou SEGDA PACJA (WEP BF)
15 h 30 – 16 h 30	Panel sur des perspectives sectorielles post Doha (Agriculture, Eau, Energie (agro-carburant), Jeunes, Genre, Forêt/REDD+)	Mali, Niger, Sénégal et Burkina
JOUR 2 : 13 MARS :Modérateur : Pierre GUIGMA		
08 h 30 - 09 h 00	Récapitulatif de la veille	Rapporteurs
09 h 00 - 10 h 00	Durabilité environnementale et place du changement climatique dans le post 2015 <input type="checkbox"/> Evaluation des effets du changement Climatique dans les OMD <input type="checkbox"/> Le changement climatique comme sujet critique dans le processus de dialogue Post 2015 Les grandes questions de la société civile africaine dans le processus post 2015 -	Monsieur Kouka OUEDRAOGO SP CONNED Et Zenabou SEGDA WEP BF- PACJA

10 h 00 - 11 h 00	Consultations nationales sur l'après OMD : <ul style="list-style-type: none"> - Situation des OMD au Burkina (niveau d'atteinte, failles, leçons) - Les objectifs du développement durable (ODD) (Quoi, comment, combien ?) 	Mr Aboubacar SAWADO Ministère de l'Economie et des Finances
11 h 00 - 11 h 20	Pause-café	Organisateurs
11 h 20 - 13h 00	Discussions et contributions pour les consultations nationales (guide, déclaration, etc.) Travaux en groupe	Consultant PACJA (WEP BF)
13 h 00 - 14 h 30	Pause Déjeuner	Organisateurs
14 h 30 -16 h 30	Suite travaux en groupe Présentation en plénière	Consultant PACJA (WEP BF)
17H30	Clôture de l'atelier	PACJA (WEP BF) - CHRISTIAN AID BURKINA

ANNEXE2. LA LISTE DES PARTICIPANTS

Num	NOM ET PRENOMS	ORGANISATION	FONCTION	CONTACTS
1.	Salamatou DABONE	FEPAC OUA	Membre	78 60 70 72
2.	Harouna SOARE	Coalition des OSC CC		71 48 65 75
3.	Chantal SISSAO	Coalition des OSC CC	Présidente	Af2000.bf@gmail.com 70 27 49 52
4.	Check Omar YEYE	RAS /OMD	coordonnateur	Siero32@yahoo.fr 70 29 49 00
5.	W Désiré ZONGO	Club des Etudiants en ECO AGRI et Env	Président	dezymail@yahoo.fr 70 57 99 93
6.	Armelle COMPAORE	ADESIE / koudougou		76 19 79 54
7.	Mahamadou BANGRE	AMR BF	PCA	Bangre.mahamadou@yahoo.com 70 26 50 58
8.	Mahamady SAWADO	SEMUS	Président	semus@fasonet.bf 70 32 55 80
9.	Mohamed COULIBALY	IRPAD Afrique Mali	Juriste Environnementaliste	coulibalymohamed@hotmail.com +223 76 12 56 8
10.	Mamane BARAGE	ONG KARKARA	Chargé Suivi Evaluation	mamanebarage@yahoo.fr +227 96 49 49 96
11.	Ousséni KOURAOGO	ATAD/ KAYA	Chargé de programme	okouraogo@yahoo.fr 71 04 89 05
12.	Jean BAZIE	ODE	Chargé de programme	73 74 87 81/ 78 51 39 43
13.	Nassé OUEDRAOGO	EDR	Chargé d'Etudes	78 35 62 18/ 50 30 41 05
14.	Adama GNANOU	RMARP	Chargé de Communication	gnanouso@yahoo.fr 78 78 58 35
15.	Ernest COMPAORE	PHYTOSALUS	Coordonnateur	Nestocom2000@yahoo.fr

				70 25 92 28
16.	Tanga A F KABORE	WEP BURKINA	Chargé de la Jeunesse	Tanga.kabore@graduateinstitute.ch 78 82 85 82/ 70 06 90 95
17.	Aminata OUEDRAOGO/SAWADO GO	Consultante indépendante	Socio Economiste de l'Environnement	Amina_sawadogo@yahoo.fr 78 82 22 72/ 0 09 92 967
18.	Kouka OUEDRAOGO	SP CONNED	Chargé de Programme	fpnsokouka@yahoo.fr 70 12 99 06/ 76 39 26 71
19.	Noel THIOMBIANO	CEDRES / UO2	Enseignant chercheur	thiombianoel@yahoo.fr 70 27 33 20
20.	Idrissa OUIMINGA	CEDRES / UO2	Enseignant chercheur	Idriss1079@yahoo.fr 70 28 29 35
21.	Hortense SAMA / BADO	COPROD	Secrétaire Exécutive	sgnangana@yahoo.fr 70 71 95 69
22.	Sylvestre ZOMBRE	AILG/ RIAD	Chargé du suivi évaluation	70 61 37 09
23.	Zakaria YONABA	FONADEC	Fada	76 61 69 04
24.	Bakary ROUAMBA	DPVC / DGPV/ MASA	Chargé du Suivi Evaluation	70 03 81 46
25.	Bruno K OUEDRAOGO	LCB	Trésorier adjoint	Kobruno2004@yahoo.fr 70 26 37 91
26.	Ousséni KOURAOGO	ATAD/ KAYA	Chargé de programme	okouraogo@yahoo.fr 71 04 89 05
27.	Julien N OUEDRAOGO	RMARP	Assistant technique	onimbrata@yahoo.fr 70 32 57 79
28.	Goundo Sissoko KOUYATE	RESO CLIMAT MALI	Chef de fil plaidoyer lobbying Genre	Goundo.sora@gmail.com
29.	Aissata DIALLO	ENDA SENEGAL	Chargé de programme	adiallo@endacacid.org
30.	Sadou SQUARE	RADI	Chef d'antenne	+221 77 54 19 791
31.	Mamadou DIOP	USE	Secrétaire Général	use@orange.sn
32.	Pierre P GUIGMA	Consultant indépendant	Modérateur	guigmap@hotmail.com
33.	Aboubacar SAWADOGO	DSEP/DGEP/ MEF	Chargé d'Etudes	Bouba510@yahoo.fr 78 05 94 86
34.	Balkissa OUEDRAOGO	WEP BF	Secrétaire Comptable	70 08 74 40
35.	Karim NIKIEMA	WEP BF	Membre	78 12 12 80
36.	Aissata KABRE	CHRISTIAN AID	Resilience Officer	akabre@christianaid.org
37.	Eliane TIENDREBEOGO	ABTN/DDSE	Présidente	Tienane2000@yahoo.fr
38.	Francoise PIOUPARE	FONDATION ADIAGON	Présidente	78 78 24 65
39.	Sylvestre OUEDRAOGO	TREE AID		
40.	Wasso Wenceslas KOITA	DGEP	Agent	70 46 37 26
41.	Zenabou SEGDA	WEP BF	Présidente	segdaorama@gmail.com wepbf@yahoo.fr 70 23 49 30

ANNEXE3 : RESULTATS DES CONSULTATIONS (draft)

1) Besoins
Logement décent
Education et formation de qualité

Alimentation en qualité et en quantité (3 repas équilibrés par jour)

Identification de soi

Accès à l'eau potable en quantité

Capacité financières pour se prendre en charge au niveau sanitaire

Paix

Emploi

Moyens de production (intrants, terre...)

La sécurité

Environnement sain (absence de pollution)

Liberté

Justice

Accès à l'information

Sport et loisirs

Communication participative et interactive

Cohésion sociale

Equité /égalité dans la répartition des revenus

Enseignement des valeurs culturelles

2.

Catégories	Besoins
Femmes	Moyens de production (accès sécurisé à la terre,) Moyens de transformation, conservation et de commercialisation Facilitation de l'accès au financement Renforcement des capacités techniques dans leur domaine d'activité Accès aux infrastructures sociales de base (santé, éducation, alphabétisation) Reconnaissance de leur droit Prise en compte des femmes dans la sphère de décision Accès à l'information Lutte contre les violences faites aux femmes (séviées corporels, mariage forcé, lévirat, mutilation génitale féminine, polygamie ... Lutte contre la stigmatisation (veuves et accusés de sorcellerie) Lutte contre la pauvreté
Personnes vivant avec un handicap	Infrastructures adaptées Education inclusive partout dans le pays Accès à l'emploi Accès à la formation
OEI	Resocialisation

Jeunes désœuvrés	Insertion sociale
PV/VIH	Assistance sociale Lutte contre la stigmatisation
Filles mères	Insertion socio économique
Les domestiques (garçons et filles)	Lutte contre les maltraitements

Eléments négatifs

Mal gouvernance

Corruption

Vie chère

Insécurité (routière, banditisme et cybercriminalité)

Catastrophes (inondations, sécheresses ??)

Conflits intercommunautaires (éleveurs-agriculteurs)

Crise énergétique

Crises sociales (crise universitaire)

Impunité, incivisme

Les guerres (accueil des réfugiés a eu un impact sur les pâturages, et les conditions alimentaires, ...)

Absence d'alternance (qui entraîne la monotonie et la moutonnerie)

Paludisme et autres maladies infectieuses

Cancers féminins

Banditisme (crimes passionnels)

Arnaque des opérateurs de téléphonies mobiles

La vie chère (inflation)

Qualité douteuse des denrées alimentaires

Concurrence déloyale

Malnutrition

Les OGM

L'utilisation anarchique des pesticides et autres intrants (absence de contrôle au niveau des distributeurs)

Eléments positifs

Nouvelle politique agricole (basée sur l'agriculture familiale)

La création du ministère chargé du genre

L'adoption de la politique nationale genre

La révision du code minier (passage du taux de royalties de 10% à 20%)

La révision de la RAF

La promotion de l'aviculture villageoise

La création de l'entrepreneuriat féminin

La mise en place des pôles de croissance (Bagré)

L'établissement des actes de naissance pour les femmes

Le recensement biométrique des électeurs

Promotion de la production animale

Promotion des politiques et paquets technologiques

La gratuité de la scolarité au primaire dans les établissements publics

Subvention de la prise en charge des soins des enfants de 0 à 5 ans et des frais d'accouchement

Institutionnalisation de la journée de la solidarité
Détaxation des produits solaires
L'adoption d'un PNSR
Promotion de la scolarisation des filles
La création du CCRP
Promotion des filets sociaux (subvention des intrants, les cantines scolaires,
La création de l'ASCE

Solutions

Plaidoyer par la société civile pour l'effectivité des droits des populations et de la mise en œuvre et le suivi des engagements nationaux
Changement de comportement et de mentalité au niveau individuel
Renforcer l'implication des populations à la base pour la mise en place de tout programme et politique de développement
Prise en compte des frais de fonctionnement de cadres de concertation pour le suivi des politiques publiques par la SCADD
Renforcement des capacités techniques des OSC
Renforcement de la communication interne et externe des OSC
Disponibilisation des différents documents

Génération futures

Bonnes pratiques agricoles
Préservation de l'environnement
Réduction de l'endettement du pays
Mise en place d'un fonds social minier pour les générations futures
Promotion de la culture de la rédevabilité
Eviter les dettes pour financer les projets d'adaptation au changement climatique
Veiller à la réduction d'émission des GES
Elimination de l'utilisation des sachets plastiques
Instauration des journées de salubrité
Politiques et stratégies d'industrialisation et de transfert de technologies d'une part, et de conservation des ressources

II/ Fossé entre riches et pauvres

Le fossé entre riches et pauvres s'agrandit parce que
Les pauvres n'ont des moyens de subsistance
Les pauvres n'ont pas les moyens pour accéder aux soins de santé
Absence de mécanisme de redistribution des ressources
Le système économique (capitalisme) favorise les richesses : avoir un système africain qui prône la solidarité (cas de la Chine, du Venezuela)
Les pauvres n'ont pas accès au crédit
L'expropriation des terres cultivables des pauvres au profit des sociétés minières
La corruption

III Acteurs et actions

Acteurs	Actions
---------	---------

Au niveau local	
Populations à la base	Implication
Diaspora	Investir dans le pays
Elus locaux et leader d'opinion	S'informer et communiquer Plaidoyer
Groupements et associations	Recueillir les attentes et préoccupations des bénéficiaires et les transformer en projets de développement
	Interpeller les autorités
Services déconcentré de l'Etat	Informier et vulgariser les textes, accompagner technique de la population et ONG et associations
PTF (bilatéraux et multilatéraux)	accompagnement financier et technique de l'Etat dans la mise en œuvre des politiques
Secteur privé	Création de la richesse, accompagner l'Etat dans la réduction de la pauvreté
Les institutions d'intégration	Consolider les politiques d'intégration socioéconomique et culturelle des peuples Promouvoir la solidarité
Réseaux d'OSC (sous régionaux et régionaux)	Contrôle citoyen des politiques publiques Plaidoyer pour l'adoption des politiques novatrices Interpellation des gouvernants et suivi de la mise en œuvre des actions de développement

Ce que les acteurs ont besoin pour agir

La stabilité politique

La transparence

La paix et sécurité

Les ressources financières et humaines, matérielles adéquates

L'information réelle et utile, disponible en temps réel

La bonne gouvernance

La démocratie

Environnement institutionnelle favorable

Liberté d'expression

Formation et renforcement de capacité

Bonne coordination des intervenants

Engagement citoyen

Delai pour atteindre tous ces objectifs

10 ans

Les indicateurs

Augmentation de l'espérance de vie à 60 ans

Un médecin/ CM par commune

Augmentation du nombre de personnel qualifié de 10%

Accroissement du taux de scolarisation à 75% au primaire

Augmenter le taux de maintien des filles au secondaire de 25%

30% des populations rurales jouissent de leur droit de tenure foncière

100 000 ha supplémentaires aménagés et attribués aux petits paysans

Réduction du taux de chômage

Egalité de rémunération entre homme et femme, à compétences égales

Au moins 40% des projets dans l'agriculture et l'environnement soit attribué aux femmes

Accroissement d'au moins de 20% du nombre de femmes ayant accès à un crédit compris entre 1000 et 500 000 FCFA

Accroître d'au moins 30% la bancarisation des femmes

Assouplissement des conditions d'octroi de crédit

ANNEXE 4 : GALERIE PHOTOS



Résumé des communications et commentaires des participants rapportés par un participant

Suite à la rencontre de Durban de 2008 des questions étaient restées en suspend. Les délégués africains s'étaient fixés comme objectifs la réalisation des engagements chiffrés notamment dans les questions :

- De financement
- De transferts de technologie
- De renforcement des capacités
- Et la mise en place du Fonds vert climat estimé à 100mds US\$ pour l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques pour les pays en développement.

Malheureusement les résultats ont été assez décevants voire même flous.

- Le protocole de Kyoto (PK) a été étendu jusqu'en 2020 (devenu PK2) alors que les pays du Sud demandaient 2017. Cet accord ne concerne que l'Union européenne et l'Australie après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada, soit uniquement 15% des Gaz à effets de serre (GES) globaux.
- Quant aux questions relatives à l'aide, les pays du Sud attendent des pays développés une aide de 60 milliards de dollars d'ici 2015 pour faire face aux conséquences du réchauffement. Cette aide servirait de transition entre l'aide d'urgence de 30 milliards pour 2010-2012, et la promesse des 100 milliards par an d'ici 2020. Mais les Etats-Unis, l'UE, à l'exception de certains Etats membres, ou encore le Japon ne semblent pas disposés à proposer de chiffres. Il faut rappeler que la COP18 s'est tenue dans un contexte de crise où les pays développés, compte tenu des crises financières auxquelles ils font face, ne veulent plus donner d'objectifs chiffrés. Avec le retrait du Japon et d'autres pays développés dont le Canada, la question s'est posée à savoir si ces retraits ne rendraient pas le Protocole de Kyoto 2 obsolète. Mais même si ces pays se retirent, ils développent des technologies vertes et ciblent les marchés des pays en développement. Ce qu'ils craignent c'est de s'engager sur des objectifs chiffrés qui pourraient représenter des contraintes pour leurs propres entreprises, obligées d'investir sur des technologies moins polluantes. Ce retrait ne les empêche pas de se lancer dans une compétition pour l'accès à l'énergie propre.
- Il a été aussi question de la représentation des Africains dans le COP18. Le nombre restreint des délégations et le manque de maîtrise de l'Anglais ont constitué des freins. De plus, le fait que les pays africains soient inclus dans le Groupe 77 dont les émergents sont leaders rendu difficiles les négociations. Les pays développés ont refusé de considérer les émergents du BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) comme des pays en développement aux dépens des pays vulnérables qui sont membres du G77 et qui pâtissent de cette situation.
- D'autres questions ont été soulevées par le groupe africain. Dans une logique d'anticipation, les questions posées en 2012-2015 pourraient être obsolètes puisque les pays en cours de négociation peuvent être à un niveau d'industrialisation (et donc de

pollution) supérieur. Par conséquent l'engagement des pays africains dans les questions climatiques devrait prendre en compte ces aspects.

- Si le PK2 a laissé les signataires libres de fixer leurs niveaux d'engagement, la plateforme de Durban qui commence en 2020 rendra les engagements contraignants pour les parties signataires.

La société civile a aussi pris part au COP18, dont :

- L'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) (30 personnes)
- Le RCD/RAC-F (Réseau climat et développement/Réseau action-climat de France)
- Et les organisations individuelles

Les activités ont porté sur :

- L'organisation de groupes de travail (AWG, LCA, KP, ADP)
- Des plénières
- Des conférences de presse
- La rédaction de déclarations
- Des rencontres avec les présidents des groupes
- Et des marches

En prenant part au COP18, les OSC avaient pour attentes :

- La fixation d'objectifs nationaux de réduction des émissions de l'ordre de -25 à -40%
- L'élimination des fausses réductions d'émissions qui consistent à l'achat de carbone par les pays développés pour pouvoir continuer à se développer
- Des objectifs de réduction quantifiés
- Une réduction effective des émissions dès 2015
- Un engagement financier clair
- La mise en place de mécanismes pour combler les pertes et dommages causés par les changements climatiques
- L'élaboration d'un programme de travail sur l'agriculture

Les résultats ont laissé un goût d'inachevé :

- La conférence n'a pas fixé d'échéance claire
- Les objectifs financiers n'ont pas été clairement définis
- On a beaucoup parlé de « Climate smart agriculture », c'est-à-dire une agriculture qui n'émet pas du carbone et qui mise sur l'augmentation des rendements, sans en analyser les impacts socio-économiques et environnementaux. Ces formes d'agricultures tendent à se concentrer sur l'agriculture industrielle aux dépens de l'agriculture familiale. Dans un contexte où le Sahel souffre de l'insécurité alimentaire, l'agro-business affecte non seulement les familles, mais aussi l'environnement.

Pour les participants à l'atelier, les différentes interventions ont montré :

- La fragmentation des OSC (groupées, individuelles) qui ne partagent pas les résultats au retour des grandes rencontres
- Le manque d'interactions entre les OSC avec les leaders
- Le manque d'intérêt dû au manque de financements
- La concentration au niveau national
- Il existe une pléthore de concepts qui mènent à la confusion